

Communiqué : Enfants de Philippe François sur sa mise en garde à vue à Madagascar

Cela fait plus d'une semaine, que notre père, Philippe et sa conjointe Brigitte, ont été enlevés par les autorités malgaches à l'aéroport international d'Antananarivo pour un motif dont ils sont totalement étrangers.

Ils rentreraient définitivement en France pour nous retrouver après plus d'un an sans se voir, dans le cadre de l'épidémie de COVID-19.

Une semaine que ma sœur Victoire attend de pouvoir présenter enfin pour la première fois son grand-père et sa grand-mère à leur petite-fille.

Une semaine que j'attends de revoir mon père à Paris et qu'il m'accompagne le jour de mon mariage, prévu dans quelques jours.

Une semaine que ma sœur Justine attend de montrer l'échographie de son premier bébé à notre père.

Une semaine que mon frère Henri attend de partager ses derniers moments avec notre père et notre belle-mère avant son départ à l'étranger.

Une semaine que mon frère Pierre-Louis et ma sœur Jeanne attendent de présenter leur nouvelle vie d'étudiant lyonnais.

Enfin, cela fait une semaine que tout cela aurait dû avoir lieu, mais ces moments de retrouvailles avec eux nous ont été enlevés.

Laisser une famille de six enfants, dans l'attente perpétuelle de nouvelles, est inconcevable.

Pourtant, nous sommes une famille normale.

Notre père, colonel à la retraite depuis maintenant dix ans, a mis son expertise de la défense au service de plusieurs entreprises françaises. C'est un père aimant, qui s'est toujours démené pour ses enfants et ses proches.

Sa compagne, Brigitte est une femme extrêmement altruiste, qui est toujours là pour nous écouter et nous conseiller. Nous savons que sa détention est extrêmement difficile psychologiquement, et peut engendrer de gros impacts sur sa santé. Elle est en effet en rémission d'un cancer.

Aujourd'hui, nous sommes dans l'incompréhension totale de ne pas avoir le droit de leur parler et savoir comment ils vont.

Ils sont tous deux en détention sans justification réelle, sans preuves concrètes. Comment se fait-il qu'il n'y ait toujours pas d'éléments tangibles avec un tel chef d'accusation ? Nous savons pertinemment que notre père n'y est pour rien, et qu'il est simplement un faire-valoir pour le gouvernement malgache.

Cette situation nous attriste profondément. C'est par le biais de ce communiqué que nous souhaitons vous faire savoir notre détermination à nous battre pour eux et pour qu'ils puissent revenir en France rapidement, là où est leur place, auprès de nous.

Victoire Aubertin, Constance François, Justine Dupont, Henri François, Pierre-Louis François, Jeanne François